



Communiqué No 505

Genève, le 6 avril 1954

REUNION D'EXPERTS AU C.I.C.R.

Ce matin, 6 avril, s'est ouverte au siège du Comité international de la Croix-Rouge et sous ses auspices, une réunion privée groupant des personnalités connues par leur science du droit, et pour leurs connaissances des réalités militaires ou de la protection civile. Ces personnalités ont été invitées par le CICR à participer, à titre personnel et privé, à une Commission d'Experts qui a pour but d'examiner la protection juridique, en temps de conflit armé, des populations civiles et des victimes de la guerre en général contre les dangers de la guerre aérienne et l'emploi des armes aveugles.

Le CICR se préoccupe depuis longtemps, en effet, des conséquences que l'extension de la guerre aérienne et l'apparition d'armes aveugles entraînent pour l'application pratique des Conventions humanitaires. En avril 1950 déjà, il avait attiré l'attention des Gouvernements sur ce grave problème. Aussi l'objet de la présente réunion est-il précisément d'étudier, à titre préliminaire, quelles sont les règles limitatives inspirées notamment par les lois d'humanité essentielles, qui s'appliquent ou devraient s'appliquer aux bombardements aériens pouvant affecter les non combattants.

La Commission est composée de personnalités de nationalité américaine, britannique, finlandaise, française, indienne, italienne, japonaise, néerlandaise, norvégienne, yougoslave ainsi que provenant de la République fédérale allemande. Le Comité a également entrepris des démarches, qui n'ont pas abouti jusqu'ici, pour obtenir la participation d'experts de l'URSS, de Pologne et de l'Allemagne démocratique.

-----



Press Release No. 505 b  
Geneva, April 6th, 1954.

MEETING OF EXPERTS AT THE I.C.R.C.

This morning, April 6, saw the opening at the headquarters of the International Committee of the Red Cross in Geneva and under its auspices of a private meeting of persons well-known for their profound and extensive knowledge of law, military practice or civilian defence. These personalities have been invited by the ICRC to take part in their personal and private capacity in a Commission of Experts, the object of which is to study the legal protection, in time of war, of civilian populations and victims of war in general against the danger of bombardments and the use of blind weapons.

The International Committee has, indeed, for some time now viewed with concern the effect which the development of aerial warfare, and the appearance on the scene of blind weapons, might have on the practical application of the humanitarian Conventions. In April 1950 it had already drawn the attention of Governments to this serious problem.

The prescribed aim of the present meeting is, therefore, to ascertain, by a preliminary study, the restrictive rules, inspired in particular by the essential laws of humanity, which apply or should be applied to aerial bombardments which are liable to affect non-combatants.

The Commission includes American, British, Dutch, Finnish, French, Indian, Italian, Japanese, Norwegian and Yugoslav personalities as well as from the Federal Republic of Germany. The International Committee has also made representations, but so far without success, in order to secure the participation of experts from the German Democratic Republic, Poland and the USSR.

- - - - -



Communiqué No 506

Genève, le 12 avril 1954

Vivement alarmé par les nouvelles suivant lesquelles les formations et les convois sanitaires de l'armée populaire du Vietnam et les transports sanitaires aériens des forces franco-vietnamiennes seraient les uns et les autres gravement atteints dans la bataille de Dien Bien Phu, le Comité international de la Croix-Rouge à Genève vient d'adresser aux deux belligérants un pressant appel afin que soient protégées les personnes légitimement placées sous le signe de la Croix-Rouge.

Il leur demande de prendre de part et d'autre toutes les mesures propres à permettre l'évacuation des blessés qui sont demeurés en première ligne et/à garantir le respect absolu des établissements, formations et transports sanitaires marqués de l'emblème de la Croix-Rouge. Il suggère de plus que soit examinée la possibilité de créer des zones neutralisées pour l'hospitalisation des blessés et malades au sens des Conventions de Genève.

-----



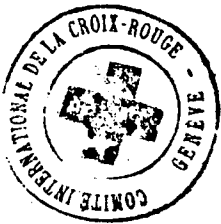
Press Release No 506b

Geneva, April 12, 1954

The International Committee of the Red Cross at Geneva, greatly alarmed by the news that both medical units and convoys of the Peoples' Army of Viet-Nam, and medical air transports of the Franco-Viet-Nam Forces, would appear to have suffered seriously in the battle of Dien-Bien-Phu, has just addressed an urgent appeal to both belligerents to grant immunity to persons who are placed legitimately under the protection of the Red Cross emblem.

The International Committee requests both sides to take all appropriate steps to allow the wounded who have remained in the front line to be evacuated, and to guarantee that medical establishments, units and means of transport, marked with the Red Cross emblem, will be fully respected. It further suggests that consideration should be given to the possibility of setting up neutralized zones for the accommodation of the wounded and sick as provided by the Geneva Conventions.

-----



No 33/54

Note d'information du 12 avril 1954

Ces prochains jours 365 religieuses d'origine et de langue maternelle allemande arriveront de Tchécoslovaquie à Zurich-Kloten pour réintégrer, selon leur désir, leur maison-mère en Suisse, l'Institut des Soeurs de la Ste Croix à Ingenbohl (Schwyz).

Dans le cadre de son action de regroupement de personnes dispersées le Comité international de la Croix-Rouge se préoccupait de leur transfert depuis un certain temps déjà.

Les Autorités tchécoslovaques ont accordé à ces soeurs les visas de sortie nécessaires et chargé la Croix-Rouge tchécoslovaque d'organiser leur voyage en avion.

Il convient de rappeler qu'à la suite de démarches faites par le Comité international de la Croix-Rouge sur la demande de la maison-mère, environ 250 de ces religieuses ont déjà bénéficié, au cours de ces dernières années, des facilités offertes par les Autorités tchécoslovaques pour leur transfert en Bavière, où elles furent accueillies dans un établissement appartenant à leur ordre.

- - - - -



Nr. 33 c/54

Mitteilung vom 12. April 1954

Im Laufe der nächsten Tage sollen in Zürich-Kloten 365 Ordensschwestern deutscher Abstammung und Muttersprache aus der Tschechoslowakei eintreffen. Mit dieser Heimschaffung erfüllt sich ein Wunsch dieser Schwestern, in ihr Mutterhaus, das Institut der Barmherzigen Schwestern vom Heiligen Kreuze in Ingenbohl (Schwyz), zurückzukehren.

Das Internationale Komitee vom Roten Kreuz befasste sich schon seit längerer Zeit im Rahmen seiner Wiederzusammenführungs-Aktionen mit dieser Angelegenheit.

Das Tschechoslowakische Rote Kreuz wurde in der Folge durch die tschechoslowakischen Behörden, die ihrerseits den Schwestern die erforderlichen Ausreisevisa erteilt haben, mit der Durchführung dieser Umsiedlung betraut und bereitete deren Reise auf dem Luftwege vor.

Bereits in den letzten Jahren konnten etwa 250 Schwestern, die dem gleichen Orden angehören, auf Grund der ihnen von den tschechoslowakischen Stellen auf Ansuchen des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz hierfür gewährten Erleichterungen nach Bayern umsiedeln, wo sie in einem Zweiginstitut ihres Ordens Aufnahme fanden.

-----



Communiqué No 507

Genève, le 13 avril 1954

REUNION D'EXPERTS AU CICR

La réunion d'experts qui s'était ouverte le 6 avril 1954 au siège du CICR a pris fin mardi 13 avril. Comme on s'en souviendra, ces experts invités à titre privé et personnel étaient consultés par le CICR sur la protection juridique des populations civiles et des victimes de la guerre en général contre les dangers de la guerre aérienne et l'emploi des armes aveugles.

Ils ont fourni des renseignements et des avis particulièrement autorisés qui seront précieux au CICR dans la poursuite de son action. En outre, à l'issue de leurs travaux les experts ont tenu à faire unanimement la déclaration publique suivante :

La Commission d'experts, après avoir examiné et discuté de façon approfondie le problème de la protection juridique des populations civiles et victimes de la guerre en général contre les dangers de la guerre aérienne et l'emploi des armes aveugles, après avoir également pris en considération toutes les opinions exprimées, en particulier celles des Experts connaissant les questions militaires,

arrive à la conclusion que si la puissance destructrice des armes et leur usage en masse ne sont pas soumis à des restrictions, la distinction dans les bombardements deviendra virtuellement impossible entre les personnes qui participent aux hostilités et celles qui n'y prennent point part, ainsi qu'entre les objectifs militaires légitimes et les zones protégées.

En conséquence, la Commission est fermement convaincue que toute protection véritable de la population est soumise à la condition essentielle que la puissance destructrice des armes ainsi que leur usage en masse soient limités.

La Commission estime qu'elle manquerait à sa responsabilité envers la génération actuelle, ainsi qu'à l'égard des générations futures, si elle ne réaffirmait pas les principes généraux humanitaires acceptés dans le passé et exprimés dans les lois de la guerre ou dans les normes humanitaires minimum que les belligérants doivent respecter au cours des hostilités pour éliminer des souffrances inutiles infligées aussi bien aux personnes qui participent aux hostilités qu'à celles qui n'y prennent point part.



Communiqué No 507 b

Geneva, April 13, 1954.

A MEETING OF EXPERTS AT THE ICRC HEADQUARTERS

The Commission of Experts which opened on April 6, 1954, at the headquarters of the International Committee of the Red Cross, came to an end on April 13. It will be recalled that the Experts, who were invited in their private and personal capacity, were to be consulted by the ICRC on the question of the legal protection of the civilian population and war victims in general from the dangers of aerial warfare and blind weapons.

The Experts have supplied information and particularly authoritative opinions which will be of great value to the ICRC when pursuing its work in this field. On the conclusion of their deliberations the Experts made the following unanimous declaration :

This Commission of Experts having thoroughly discussed and deliberated upon the problem of the legal protection of populations and war victims from the dangers of aerial warfare and blind weapons, and having considered all the opinions expressed, particularly by the Experts connected with the armed forces,

comes to the conclusion that if the destructive power of the weapons of war remains unlimited, and their use unrestricted, as would be the case with atomic and various nuclear weapons, selective bombing of targets in order to distinguish between combatants and non-combatants or legitimate military targets and protected areas would be virtually impossible.

The Commission is therefore definitely of the opinion that if the population is to be adequately protected the primary condition is the limitation of the destructive power of the weapons of war.

The Commission is of the opinion that it would be failing in its responsibilities to present and future generations if it did not reaffirm the general principles of humanity accepted in the past by way of laws of war or minimum humanitarian standards which belligerents would be expected to follow in case of hostilities, in order to eliminate unnecessary suffering both to combatants and non-combatants.

- - - - -





Communiqué No 503

Genève, le 28 avril 1954

APPEL AUX BELLIGERANTS D'INDOCHINE

Le Comité international de la Croix-Rouge vient de remettre au Commandement militaire du Vietnam démocratique et au Commandement militaire français le message suivant :

"Le Comité international de la Croix-Rouge à Genève a adressé le neuf avril 1954, simultanément aux deux belligérants, le télégramme ci-après dont il répète le texte dans les circonstances présentes.

Vivement alarmé par les nouvelles suivant lesquelles les formations et les convois sanitaires de l'armée populaire vietnamienne et les transports sanitaires aériens des forces armées franco-vietnamiennes seraient les uns et les autres pris à partie dans la bataille de Dien Bien Phu, le Comité international de la Croix-Rouge à Genève estime de son devoir d'adresser aux deux belligérants un pressant appel afin que soient protégées les personnes légitimement placées sous le signe de la Croix-Rouge. Il croit nécessaire de rappeler que les membres des forces armées, qui ont été mis hors de combat pour quelque motif que ce soit, et spécialement les blessés et les malades, doivent être épargnés et que, suivant les principes des Conventions de Genève, les établissements et les transports sanitaires ostensiblement marqués du signe de la Croix-Rouge doivent être respectés. Les attaquer constitue une grave infraction aux lois de la guerre et chacune des parties au conflit est tenue de s'abstenir d'entreprendre des actions offensives ou défensives qui auraient pour effet de leur porter atteinte, même indirectement ou par inadvertance. En conséquence, le Comité international de la Croix-Rouge fait appel aux deux belligérants afin que soient prises, de part et d'autre, toutes mesures propres à permettre l'évacuation des blessés demeurés en première ligne et à garantir le respect absolu des établissements et des transports sanitaires marqués des emblèmes de Croix-Rouge de dimensions suffisantes pour écarter tous risques d'erreur. Il suggère, de plus, que soit examinée la possibilité de créer des zones neutralisées pour l'hospitalisation des blessés et des malades au sens des Conventions de Genève".

-----



Press Release No 508b

Geneva, April 28, 1954

Appeal by the International Committee of the Red Cross  
in Geneva, to the belligerents in Indochina

The International Committee of the Red Cross, in Geneva, has to-day repeated its previous message to the High Command of the People's Democratic Republic of the Viet-Nam and to the French Commander-in-Chief in Indochina as follows :

"On Friday, April 9, 1954, the International Committee of the Red Cross in Geneva sent the following telegram to both belligerents simultaneously, the text of which it repeats given the present circumstances.

Greatly alarmed by news according to which the medical units and convoys of the People's Army of the Viet-Nam and the medical air transports of the Franco-Viet-Nam Armed Forces would both appear to have been attacked in the battle of Dien Bien Phu, the International Committee of the Red Cross in Geneva feels that it is its duty to address an urgent appeal in order that those persons who are placed legitimately under the protection of the Red Cross emblem may be granted full immunity. The International Committee believes that it is necessary to recall that the members of armed forces, who have been put out of action for any reason whatsoever, and especially the sick and the wounded, must be spared and that in implementation of the principle laid down in the Geneva Conventions, hospital establishments and medical convoys clearly marked with the sign of the Red Cross must be respected. To attack them constitutes a grave infringement of the laws of war and each of the parties to the conflict is bound to abstain from taking offensive or defensive action which would have the consequence of endangering, even indirectly or unwittingly, such establishments and convoys. The International Committee of the Red Cross therefore appeals to the belligerents on both sides to take all appropriate steps to allow of the evacuation of the wounded who have remained in the front line and to guarantee the absolute respect of medical establishments, units and means of transport bearing Red Cross emblems of sufficient size to avoid all possible risk of error. It further suggests that consideration be given to the possibility of setting up neutralized zones for the accommodation of the sick and wounded as provided for by the Geneva Conventions".



Pressemitteilung Nr. 508c

Genf, den 28. April 1954

Aufruf an die Kriegführenden in Indochina

Das Internationale Komitee vom Roten Kreuz überreichte soeben dem Militärkommando des Demokratischen Vietnam und dem französischen Militärkommando nachstehende Botschaft:

"Das Internationale Komitee vom Roten Kreuz in Genf richtete am neunten April 1954 gleichzeitig an die beiden Kriegführenden nachstehendes Telegramm, dessen Wortlaut es unter den gegenwärtigen Umständen wiederholt.

Lebhaft beunruhigt durch die Nachrichten, laut welchen sanitäre Formationen und Geleitzüge der Volksarmee des Vietnam und Sanitätsflugzeuge der bewaffneten französisch-vietnamischen Streitkräfte in der Schlacht von Dien Bien Phu angegriffen worden seien, hält es das Internationale Komitee vom Roten Kreuz in Genf für seine Pflicht, an beide Kriegführende einen dringenden Appell zu richten, damit die rechtmässig unter das Zeichen des Roten Kreuzes gestellten Personen geschützt werden. Es hält es für notwendig, daran zu erinnern, dass die Angehörigen der bewaffneten Streitkräfte, die aus irgend einem Grunde ausser Kampf gesetzt worden sind, und besonders die Verwundeten und Kranken, geschont und dass gemäss den Grundsätzen der Genfer Abkommen die deutlich mit dem Kennzeichen des Roten Kreuzes versehenen sanitären Einrichtungen und Transportmittel geachtet werden müssen. Der Angriff auf sie bildet eine schwere Zuwiderhandlung gegen die Kriegsgesetze, und jede der Konfliktparteien muss davon absehen, Angriffs- oder Verteidigungshandlungen zu unternehmen, die diese auch nur mittelbar oder durch Unachtsamkeit schädigen könnten. Daher fordert das Internationale Komitee vom Roten Kreuz beide Kriegführende auf, es solle jeder die geeigneten Massnahmen ergreifen, um die Evakuierung der in vorderster Linie gebliebenen Verwundeten zu ermöglichen und die völlige Achtung der sanitären Einrichtungen und Transportmittel zu gewährleisten, die mit den Wahrzeichen des Roten Kreuzes versehen sind, deren Ausmasse jeglichen Irrtum ausschalten. Das Komitee regt ausserdem an, es sei die Möglichkeit der Schaffung neutralisierter Zonen zur Aufnahme der Verwundeten und Kranken im Sinne der Genfer Abkommen zu prüfen."



Note d'information du 30 avril 1954

LES REFUGIES DE MORZINE

Le Comité international de la Croix-Rouge à Genève communique l'information suivante :

La presse a relaté, récemment, l'arrivée à Morzine d'un groupe de 65 réfugiés apatrides en provenance de Trieste qui séjourneront pour une durée moyenne d'un an dans cette station de la Haute-Savoie.

En complément aux indications d'ordre général qui ont été données à leur sujet, il convient d'ajouter que ces réfugiés ont été soumis, avant leur départ de Trieste, à un examen médical approfondi à la suite duquel ils ont été reconnus exempts de toute maladie contagieuse et notamment de tuberculose.

-----



Note d'information du 31 mai 1954

La Commission permanente de la Croix-Rouge internationale s'est réunie à Oslo, la semaine dernière, sous la présidence de M. l'Ambassadeur André François-Poncet.

Chargée d'assurer entre les conférences internationales de la Croix-Rouge, qui ont lieu tous les quatre ans, l'unité d'action de l'ensemble de l'organisation, la Commission a entendu les exposés des représentants du Comité international de la Croix-Rouge et de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, sur les affaires en cours ainsi que sur certains sujets mettant en cause les intérêts généraux de la Croix-Rouge. Elle a examiné, entre autres, la question de la ratification des Conventions.

Considérant qu'actuellement 36 Etats sont liés par les Conventions de Genève, révisées en 1949, mais qu'une trentaine d'autres n'ont pas encore ratifié ces Conventions, la Commission a réaffirmé la nécessité de ne négliger aucun effort pour obtenir le plus tôt possible l'adhésion régulière de toutes les nations à ces textes humanitaires, qui assurent la protection des victimes de la guerre.

La Commission s'est également préoccupée de la situation de certaines Sociétés nationales en voie de constitution ou de réorganisation qui ont demandé leur reconnaissance par le Comité international ou leur admission au sein de la Ligue. Elle a rappelé, à ce sujet, que l'usage est que les Sociétés nationales soumettent leurs documents constitutifs à la Ligue et au Comité. La reconnaissance et l'admission sont prononcées d'un commun accord par les deux institutions. Cette procédure traditionnelle est, en effet, la garantie de l'unité de la Croix-Rouge.

Outre les Présidents du Comité international et de la Ligue, M. Paul Ruegger et le Juge Emil Sandstroem, la Commission est composée des personnalités suivantes :

- Mme Amrit Kaur, Présidente de la Croix-Rouge de l'Inde.
- Lady Limerick, Vice-Présidente de la Croix-Rouge britannique.
- M. le Professeur B.M. Pachkov, Vice-Président de l'Alliance des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge de l'URSS.
- M. Sloper, délégué général de la Croix-Rouge brésilienne.
- M. James T. Nicholson, Vice-Président exécutif de la Croix-Rouge américaine.
- M. F. Siordet, Vice-Président du Comité international de la Croix-Rouge.



Communiqué No 509

Genève, le 23 juin 1954

En date du 21 juin, le Comité international de la Croix-Rouge à Genève, a offert ses services à la Croix-Rouge du Guatemala. Il est bien entendu que cette offre n'est motivée que par la préoccupation d'apporter, sur le plan strictement humanitaire, une aide aux victimes des événements dont ce pays est actuellement le théâtre.

Il est inutile de préciser que cette démarche correspond à la forme traditionnelle des offres de services du Comité international en temps de guerre, de guerre civile ou de troubles intérieurs.

\* \* \* \*

On June the 21st the International Committee of the Red Cross at Geneva offered its services to the Guatemala Red Cross. This offer has, of course, been motivated solely by a desire to bring assistance, of a strictly humanitarian order, to the victims of the events which are now taking place in Guatemala.

The form in which the offer has been made is, as we need hardly point out, in exact conformity with the offers of service which the International Committee has made traditionally in times of war, civil war or disturbances within a country.

\* \* \*

En fecha 21 de junio el Comité Internacional de la Cruz Roja ha ofrecido sus servicios a la Cruz Roja Guatemalteca. Queda entendido que esta oferta tan solo es motivada por la preocupación de aportar, sobre el plano estrictamente humanitario, una ayuda a las víctimas de los acontecimientos cuyo país es actualmente el terreno.

Inútil es precisar que esta diligencia corresponde a la forma tradicional de las ofertas de servicios del Comité Internacional en tiempo de guerra, de guerra civil o de disturbios interiores.

-----



No 36/54

Note d'Information du 12 juillet 1954

Les hôtes du CICR

En séjour à Genève, à titre privé, S.M. la Reine de Lybie a exprimé le désir de visiter le Comité international de la Croix-Rouge. Elle y a été reçue lundi matin par M. le Professeur Léopold Boissier, entouré des membres de la Direction du Comité international de la Croix-Rouge. Elle s'est intéressée tout spécialement au service de l'Agence centrale des prisonniers de guerre qui s'occupe encore activement des soldats lybiens qui furent prisonniers lors du deuxième conflit mondial et qui requièrent maintenant l'aide du CICR pour établir leur droit à certaines indemnités et pensions.

-----

Genève, le 15 juillet 1954

Le C.I.C.R. et les événements du Guatemala

Dès l'annonce que des troubles avaient éclaté au Guatemala, le Comité international de la Croix-Rouge s'est mis en rapport avec la Croix-Rouge guatémaltèque qui a accepté l'envoi d'un délégué de Genève et demandé des secours. Le CICR fut également saisi d'une demande d'intervention sur le plan humanitaire de la part du parti adverse du Gouvernement alors en fonction.

Le délégué du CICR a été désigné en la personne de M. Pierre Jequier. De Genève, il s'est rendu d'abord à Mexico, où avec le concours de la Croix-Rouge mexicaine il a procédé à l'achat de quelques premiers secours d'urgence (antibiotiques, plasma sanguin, etc.) au moyen de fonds fournis par le Comité international. Ce délégué est maintenant sur place au Guatemala et pourra se rendre compte si des secours sont encore nécessaires, étant donné la tournure prise par les événements. Il aura vraisemblablement à se préoccuper du sort des personnes civiles et militaires privées de liberté à la suite des dits événements et agira en l'occurrence dans l'esprit des Conventions de Genève.

Le Guatemala a ratifié les Conventions de Genève du 12 août 1949 qui, comme on le sait, accordent une protection aux victimes de la guerre, de la guerre civile et des troubles intérieurs.

-----





Communiqué No 510 b

Geneva, 15 July 1954

The International Committee of the Red Cross and  
the events in Guatemala

As soon as it was known that trouble had broken out in Guatemala, the International Committee of the Red Cross established contact with the Guatemala Red Cross, which agreed to a delegate being sent to them from Geneva and asked for relief supplies. The ICRC were also requested to intervene, in the humanitarian domain, by the party opposed to the Government then in power.

The ICRC Delegate appointed was Mr. Pierre Jequier. From Geneva he went first of all to Mexico where he purchased certain emergency relief stores (antibiotics, blood plasma, etc.) with the help of the Mexican Red Cross, using funds provided by the International Committee. He is now in Guatemala and will be able to judge whether relief stores are still required in view of the turn which events have taken. He will probably have to concern himself with the lot of civilians and members of the forces who have been deprived of their liberty as a result of the above events, and in these circumstances will act in the spirit of the Geneva Conventions.

Guatemala has ratified the Geneva Conventions of August 12th, 1949, which, as is well known, afford protection to the victims of wars, civil wars and disturbances.



Pressemitteilung Nr. 510c

Genf, den 15. Juli 1954

Das Internationale Komitee vom Roten Kreuz und die  
Ereignisse in Guatemala

Der Delegierte des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz in Genf, der unmittelbar nach dem Ausbruch der Unruhen und auf Ersuchen beider Parteien nach Guatemala abgereist ist, hat dort seine Tätigkeit aufgenommen. Dieser Delegierte, Herr Pierre Jequier, hat vor seiner Ankunft in Guatemala selbst in Mexiko-City und dort in engster Zusammenarbeit mit dem Mexikanischen Roten Kreuz die unmittelbar notwendigen Einkäufe für dringend benötigte Arzneimittel getätigt. Seit einigen Tagen überprüft der Delegierte des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz nun die Verwendung dieser Mittel an Ort und Stelle. Gleichzeitig beschäftigt er sich mit dem Schicksal jener Zivil- und Militärpersonen, die im Laufe der Ereignisse ihre Freiheit verloren haben, und denen im Geiste der Genfer Konventionen Unterstützung und Hilfe zukommen muss.

Guatemala hat die Genfer Konventionen vom 12. August 1949 ratifiziert. Nach diesen soll den Opfern von Kriegen, Bürgerkriegen und innern Unruhen Schutz gewährt werden.

-----



Comunicado No 510 e

Ginebra, 15 julio, 1954

El CICR y los acontecimientos de Guatemala

En cuanto se anunciaron los disturbios de Guatemala, el Comité Internacional de la Cruz Roja se puso al habla con la Cruz Roja Guatemalteca que, aceptando el envío de un delegado de Ginebra, solicitó auxilios. Al CICR le había llegado también una demanda de intervención en el plan humanitario, por parte del movimiento contrario al gobierno entonces en funciones.

El CICR ha nombrado como representante suyo al señor Pierre Jequier que, de Ginebra, se trasladó primeramente a México donde, con el concurso de la Cruz Roja Mexicana, procedió a la compra de algunos socorros de urgencia (antibióticos, plasma sanguíneo, etc.) con fondos facilitados por el Comité Internacional. Nuestro delegado se halla ya en Guatemala, y podrá darse cuenta directa de si siguen haciendo falta todavía los auxilios, en vista del giro tomado por los sucesos. Habrá de preocuparse verosímilmente de la suerte de las personas civiles y militares privadas de libertad como consecuencia de los acontecimientos, obrando según los casos con arreglo al espíritu de los Convenios de Ginebra.

La República de Guatemala tiene ratificados los Convenios de Ginebra del 12 de agosto de 1949 que, como es sabido, conceden protección a todas las víctimas de la guerra, de contiendas civiles y de disturbios internos.



No 37/54

Note d'Information du 6 août 1954

Les hôtes du C.I.C.R.

Répondant à une invitation du Comité international de la Croix-Rouge, S. Exc. M. Molotchkov, ministre de l'URSS à Berne, accompagné de M. Stanikov, premier secrétaire, a visité le 5 août le siège du Comité. Il a été reçu par le Président du C.I.C.R. et ses collègues.

-----



Note d'Information du 9 août 1954

Le CICR en Amérique du Sud et en Extrême-Orient

Pour remplacer M. Pestalozzi, décédé, le Comité international de la Croix-Rouge a désigné en qualité de délégué bénévole en Colombie M. Walter Roethlisberg, citoyen suisse résidant depuis de nombreuses années à Bogota. Les délégués du CICR en Amérique du Sud sont ainsi portés au nombre de huit.

D'autre part, au terme d'une mission qui s'est étendue de septembre 1951 et jusqu'à l'armistice mettant fin aux hostilités en Corée, le Dr Otto Lehner vient de regagner Genève. Au cours de son voyage de retour, le Dr Lehner a pris des contacts avec les Sociétés de Croix-Rouge et les Autorités des Philippines, d'Indonésie, de Malaisie, de Thaïlande et de Birmanie.

-----



No 39/54

Note d'Information du 22 octobre 1954

Plus de 2.000 enfants isolés appartenant aux minorités de souche ou de langue allemande ont pu quitter jusqu'ici la Yougoslavie.

Le Comité international de la Croix-Rouge à Genève communique :

Un nouveau convoi d'enfants partira le 26 octobre de Yougoslavie afin de permettre à ces enfants de rejoindre leurs parents ou leurs familles. Ce 15<sup>e</sup> transport portera à plus de 2.000 le nombre des enfants qui, grâce aux efforts de la Croix-Rouge et des Autorités yougoslaves ainsi que du CICR, ont pu retrouver les leurs. Ces transferts d'enfants ont lieu surtout à destination de l'Allemagne et de l'Autriche mais aussi de la France, de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis, du Canada, de la Belgique, du Vénézuéla, de l'Australie et de la Suisse.

Outre ces transports d'enfants, le regroupement de familles de Yougoslavie, qui a permis de réunir des milliers de personnes avec les leurs, se poursuit.



No 39/54 c

Mitteilung vom 22. Oktober 1954

Ueber 2.000 alleinstehende Kinder deutschsprachiger Minderheiten konnten bis jetzt Jugoslawien verlassen.

Das Internationale Komitee vom Roten Kreuz in Genf teilt mit :

Ein neuer Kindertransport solcher Kinder wird zu ihren Eltern oder nahen Angehörigen am 26. Oktober stattfinden. Mit diesem 15. Kindertransport wird die Zahl der Kinder, die dank der Bemühungen des Jugoslawischen Roten Kreuzes und der zuständigen amtlichen Stellen sowie des IKRK mit ihren Familien wieder-zusammengeführt werden konnten, bei weitem 2.000 überschreiten. Im wesentlichen geschehen diese Kinderüberführungen nach Deutschland und Oesterreich, aber auch nach Frankreich, Grossbritannien, U.S.A., Kanada, Belgien, Venezuela, Australien und der Schweiz.

Abgesehen von diesen Kindertransporten geht die Familien-zusammenführung aus Jugoslawien nach wie vor weiter, dank deren Tausende von Familien wieder vereint werden konnten.

-----



No 40/54

Note d'Information du 29 octobre 1954

RAPATRIEMENT DE GRECS DE ROUMANIE

568 ressortissants grecs, depuis plusieurs années en Roumanie, ont pu quitter ce pays pour rentrer en Grèce. Ils se sont embarqués le 28 octobre à Constanza et arrivent à Salonique samedi. Les opérations de rapatriement ont été conduites entre les Croix-Rouges roumaine et grecque par l'intermédiaire du Comité international de la Croix-Rouge et de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge à Genève. Deux délégués de ces institutions étaient présents à Constanza et ont accompagné les rapatriés jusqu'en Grèce. Un premier rapatriement analogue s'était déroulé au mois d'août dernier.

=====





Communiqué No 511

Genève, le 15 novembre 1954.

LA CROIX-ROUGE DEVANT LES MENACES DE GUERRE TOTALE

A l'occasion de la récente session du Comité exécutif de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, de nombreux représentants des Sociétés nationales participant à cette session se sont réunis au siège du Comité international de la Croix-Rouge pour prendre connaissance des travaux que ce dernier effectués en vue de renforcer la protection juridique des populations contre les dangers de la guerre moderne.

Ces travaux font suite à la réunion d'experts que le Comité international a convoqués en avril à Genève, ainsi qu'à une résolution adoptée par l'unanimité des Sociétés de la Croix-Rouge, ce printemps, à Oslo.

Les porte-paroles du Comité international ont souligné, notamment, l'idée qui est à la base de ses études : parallèlement aux pourparlers engagés sur le plan gouvernemental au sujet du désarmement et de la prohibition des armes de destruction massive, la Croix-Rouge tout entière doit s'efforcer, pour sa part, sur le plan humanitaire, de réaffirmer, préciser et faire admettre par les Gouvernements les règles et limites essentielles à la sauvegarde des populations civiles que les belligérants doivent toujours respecter, quelles que soient les armes employées. La Croix-Rouge, en effet, ne peut rester indifférente devant une conception de la guerre fondamentalement opposée aux principes qui inspirent son action.

Les délégués des Sociétés nationales présents ont encouragé le Comité international à poursuivre ses travaux selon le plan qu'il leur a exposé; ce plan prévoit la présentation, par le CICR, à la prochaine Conférence internationale de la Croix-Rouge, à la Nouvelle-Delhi, en 1956, d'un projet de réglementation contenant ces règles essentielles de protection.

En outre, le désir a été exprimé que le CICR informe largement le grand public des travaux qu'il poursuit dans ce domaine avec l'aide des Sociétés nationales de la Croix-Rouge.

— — — — —



Press Release No. 511 b

Geneva, November 15, 1954.

THE RED CROSS AND THE MENACE OF TOTAL WARFARE

During the recent session of the Executive Committee of the League of Red Cross Societies, numerous representatives of National Societies participating in the session met at the headquarters of the International Committee of the Red Cross, in order to take cognizance of the work the latter is doing to strengthen the legal protection of populations against the dangers of modern warfare.

This work follows the meeting of experts convened by the International Committee last April, in Geneva, and the resolution which was unanimously adopted by the National Red Cross Societies in Oslo, in the spring.

The representatives of the International Committee laid particular emphasis on the fundamental idea on which its studies are based namely, that the conversations initiated on a governmental level on disarmament and the prohibition of weapons for mass destruction should be accompanied by an effort on the humanitarian plane, by the Red Cross movement as a whole, to reaffirm, specify and induce Governments to admit the rules and limits essential for the safeguard of civilian populations, which belligerents should always respect, whatever type of weapon may be employed. The Red Cross cannot remain indifferent to a conception of warfare which is fundamentally opposed to the principles which inspire its action.

The delegates of the National Societies who took part in the session encouraged the International Committee to pursue its work according to the plan outlined, whereby the ICRC will submit draft regulations, conferring this essential protection, to the next International Red Cross Conference, which is to be held in New-Delhi in 1956.

A wish was also expressed that the public should be widely informed by the ICRC of the work that it is pursuing in this field, with the help of the National Red Cross Societies.

-----



Genf, den 15. November 1954.

Das Rote Kreuz und die Drohung  
des totalen Krieges.

Anlässlich der letzten Tagung des Exekutiv Ausschusses der Liga der Rotkreuzgesellschaften vereinigten sich zahlreiche Vertreter der an dieser Tagung teilnehmenden nationalen Gesellschaften am Sitze des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz, um von den Arbeiten Kenntnis zu nehmen, die dieses letztere unternimmt, um den juristischen Schutz der Bevölkerung gegen die Gefahren der modernen Kriegführung zu verstärken.

Diese Arbeiten wurden unternommen im Anschluss an die Sachverständigenkonferenz, die das Internationale Komitee im April nach Genf einberufen hatte, sowie auf Grund einer von den Rotkreuzgesellschaften in diesem Frühjahr in Oslo einstimmig angenommenen Empfehlung.

Die Vertreter des Internationalen Komitees unterstrichen besonders den seinen Studien zugrunde liegenden Gedanken : dass nämlich das gesamte Rote Kreuz, gleichzeitig mit den Verhandlungen der Regierungen im Hinblick auf die Abrüstung und das Verbot der Massenvernichtung dienenden Waffen, bestrebt sein muss, für seinen Teil in humanitärer Hinsicht dahin zu wirken, dass die von den Kriegführenden stets zu achtenden, wesentlichen Vorschriften und Grenzen des Schutzes der Zivilbevölkerung ohne Rücksicht auf die verwendeten Waffen aufs neue bekräftigt, genau angegeben und durch die Regierungen anerkannt werden. Das Rote Kreuz kann in der Tat gegenüber der den Grundsätzen, die sein Handeln beeinflussen, vollständig entgegengesetzten Auffassung des Krieges nicht gleichgültig bleiben.

Die anwesenden Delegierten der nationalen Gesellschaften ermunterten das Internationale Komitee, seine Arbeiten nach dem vorgelegten Plane fortzusetzen; darnach soll das IKRK der nächsten internationalen Rotkreuzkonferenz in New-Delhi im Jahre 1956 den Entwurf einer Regelung dieser wesentlichen Schutzvorschriften unterbreiten.

Es wurde ausserdem dem Wunsche Ausdruck gegeben, das IKRK möge die Weltöffentlichkeit in weitestem Umfange von den Arbeiten, die es auf diesem Gebiet mit Unterstützung der nationalen Rotkreuzgesellschaften weiter verfolgt, in Kenntnis setzen.



Comunicado No 511 e

Ginebra, 15 de noviembre de 1954

LA CRUZ ROJA ANTE LAS AMENAZAS  
DE GUERRA TOTAL

En ocasión de la reciente sesión del Comité ejecutivo de la Liga de Sociedades de la Cruz Roja, numerosos representantes de Sociedades nacionales participantes a dicha sesión, se reunieron en la sede del Comité Internacional de la Cruz Roja para tomar conocimiento de los trabajos que efectúa este último, en vista de fortalecer la protección jurídica de las poblaciones contra los peligros de la guerra moderna.

Estos trabajos son un seguido de la reunión de expertos que el Comité Internacional convocó en el mes de abril en Ginebra, así como de una resolución adoptada por la unanimidad de las Sociedades de la Cruz Roja, esta primavera, en Oslo.

Los exponentes del Comité Internacional han subrayado especialmente, la idea que está a la base de sus estudios : paralelamente a las conferencias entabladas en el plano gubernamental sobre el desarme y la prohibición de armas de destrucción masiva, la Cruz Roja entera debe esforzarse, por su parte, en el plano humanitario, el afirmar nuevamente, precisar y hacer admitir por los Gobiernos, las reglas y límites esenciales para la salvaguardia de las poblaciones civiles que los beligerantes deben siempre respetar, cuales sean las armas empleadas. La Cruz Roja, en efecto, no puede quedar indiferente ante una concepción de la guerra fundamentalmente opuesta a los principios que inspiran su acción.

Los delegados de las Sociedades nacionales presentes han animado al Comité Internacional a proseguir sus trabajos según el plano que les expuso; este plano prevé la presentación, por el CICR, a la próxima Conferencia internacional de la Cruz Roja en Nueva Delhi, en 1956, de un proyecto de reglamentación conteniendo estas reglas esenciales de protección.

Además, ha sido expresado el deseo que el CICR informe ampliamente al público de los trabajos que prosigue en este dominio con ayuda de las Sociedades Nacionales de la Cruz Roja.

- - - - -



Note d'Information du 27 décembre 1954

Les hôtes du CICR.

Le nouvel ambassadeur de France à Berne, S. Exc. Etienne Dennery, a réservé une de ses premières visites au Comité international de la Croix-Rouge. Accompagné de M. Bernard Toussaint, jusqu'ici délégué permanent de la France auprès des institutions internationales établies à Genève, il a visité longuement l'Agence centrale des Prisonniers de Guerre, et tout spécialement le fichier français, où il a été accueilli par MM. Paul Ruegger, président, Frédéric Siordet, vice-président et Jacques Chenevière, membre du CICR.

Le Comité international a eu également le plaisir de recevoir récemment le Professeur Burghard Breitner, président de la Croix-Rouge autrichienne.

=====

